Publié par:
REISO.org
REVUE D'INFORMATION SOCIALE

# Vers un espace urbain partagé

Pixabay

Genève est une agglomération à la fois genevoise et vaudoise, française et suisse. Comment aborder les déséquilibres de ces nouveaux ensembles urbains denses et étalés ? Quel mode de gouvernance permettra-t-il de «faire société» ?

Par ***Charles Beer***, chargé de cours et responsable de la formation, HETS Genève

A l'heure de la mondialisation et de l'urbanisation, l'avenir de la planète se confronte au double défi social et environnemental. Les inégalités sociales augmentent et les atteintes à l'environnement se multiplient sur fond d'accélération des échanges économiques et des mutations technologiques. Le réchauffement climatique agit comme accélérateur de ces réalités.

Le nombre de personnes vivant en ville en 2020 sera de 5 milliards, soit l'équivalent du nombre total d'êtres humains sur la terre à la fin des années 80. Sous la pression de modèles de croissance démographique et économique, les villes se densifient et s'étalent. Elles changent de nature. Des villes autrefois distantes et distinctes opèrent leur jonction. L'urbain, aux contours informes, engloutit la ville. Par ce phénomène, les métropoles, au sens de la taille comme de l'influence dans la mondialisation, imposent leur puissance comme leur vulnérabilité. Les problèmes de pollution et de pauvreté se multiplient aggravés par les réponses de ségrégation territoriale. Elles deviennent à la fois le problème et la solution.

Les frontières territoriales s'estompent. Les régulations construites par le développement de l'état-nation et de la révolution industrielle montrent aujourd'hui toutes leurs limites. Face à ce changement de paradigme, les démocraties se heurtent à un phénomène d'impuissance et à une crise de légitimité. Face à la difficulté de « faire société », la tentation de repli sur soi et du protectionnisme, comme l'expression populiste qui les caractérise, s'impose comme réponse politique au laisser-faire comme à l'impuissance.

## La continuité urbaine comme paysage

Répondre au défi de la régulation, de la gouvernance et de la légitimité devient une urgence urbaine aussi bien au niveau planétaire que local.

**Comment citer cet article ?**
Charles Beer, «Vers un espace urbain partagé», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 24 septembre 2018, https://www.reiso.org/document/3477

Après la révolution « faziste », qui a vu Genève sortir de ses remparts, le canton qui ne comptait que Genève comme ville jusqu'au début des années cinquante, en compte désormais 12. Les villes se touchent. La continuité urbaine devient une réalité structurante du paysage. Mais la nouvelle réalité urbaine ne transcende pas seulement les frontières communales internes au canton. La nouvelle agglomération est genevoise et vaudoise, elle est aussi suisse et française.

La continuité urbaine, le bassin de vie ainsi créé, la construction de l'Union européenne et les accords bilatéraux créent aujourd'hui une forme d'espace urbain partagé, à l'intérieur duquel les personnes évoluent à la recherche de réponses à leur situation individuelle. Emplois, logements, transports, formations, loisirs et culture sont autant de domaines questionnés par cette évolution. Près de 600'000 passages de frontière quotidiens sont aujourd'hui recensés à l'intérieur du Grand Genève. Malgré les tentatives de recherche de cohérence par les trois Chartes d'agglomération successives depuis 2007, la création d'une gouvernance du « Grand Genève », les solutions proposées peinent à proposer une alternative à une forme de « loi de la jungle » contemporaine et urbaine, mue par une croissance forte, tant sur le plan économique que démographique. Les inégalités entre les territoires nationaux, cantonaux et départementaux, comme à l'intérieur de chacun d'entre eux, se développent sur fond de déséquilibre en termes de répartition d'emplois et de logements.

## Au-delà des rivalités et des corporatismes

Malgré la richesse et la taille de la région, la question du défi urbain se pose aussi dans toutes ses dimensions. Comment assurer un lien entre croissance et développement, comment promouvoir de nouveaux systèmes de régulation et développer un sentiment d'appartenance dans cet espace urbain partagé synonyme de développement durable ?

Comment répondre à ces questions sans analyser ce qui fait défaut dans les situations actuelles ? Prolonger les démarches des autorités qui tentent de peser sur les grands équilibres, malgré les freins, voire les rejets, autour de ce qui représente pourtant une réalité quotidienne, devient une nécessité pour toutes et tous au risque de sombrer dans les scénarios politiques, économiques et sociaux les plus pessimistes.

La recherche d'un développement social urbain, base d'une quête de légitimité, passe par la capacité d'initier de nouvelles interventions, intégrant pour mieux les dépasser, les divisons et les frontières en tous genres qui se sont développées bien en amont de la transfiguration urbaine genevoise du début de ce siècle. Rivalités communales, rivalités administratives et « corporatismes » de services comme professionnels se sont imposées partout dans les faits au détriment d'une vision partagée, laissant ainsi le soin aux expert-e-s, au risque de l'enfermement dans leur discipline, de répondre à la question du défi urbain, de façon aussi théorique qu'idéale, loin des populations concernées. Trop souvent réduites à la passivité qui varie en fonction de leur richesse, celles-ci se méfient d'un avenir qu'elles ne peuvent influencer. Dans les lieux de précarité, vécus comme une forme de relégation, les habitants se résignent.

Même tardivement, ces situations sont en train d'évoluer. Du côté académique, les approches pluridisciplinaires se développent et les autorités tentent à la fois de s'essayer aux processus participatifs et de soutenir les quartiers populaires, comme le souligne la révision de la loi française sur la ville de 2012 ou, du côté du canton de Genève, la récente création d'un département de la cohésion sociale, intégrant la solidarité entre les territoires du canton ou encore la généralisation des processus de participation dans tous les projets urbains genevois.

Apprendre à « travailler ensemble » pour les professionnel-le-s, en dépassant les frontières de tous types, politiques, institutionnelles, disciplinaires, apprendre à travailler à un approfondissement de la démocratie par l'implication des habitant-e-s dans la gestion des mutations et constructions de nouveaux quartiers, est devenu une forme de préalable incontournable pour entrer dans une logique d'un développement durable de l'agglomération.

## Les modèles alternatifs et transfrontaliers

Un peu partout dans les villes et régions frontalières de l'Union européenne et en Suisse, les initiatives en ce sens émergent. Elles permettent aux autorités locales, aux milieux académiques et professionnels, de l'architecture et de l'aménagement, du social, de la culture et de l'économie, associations et organisations non gouvernementales concernés, d'entrer dans telles démarches par des formations continues, des projets et des laboratoires, plateformes et autres think-tank.

C'est dans cette perspective que la haute école de travail social de Genève (HETS) et le collège coopératif Auvergne-Rhône-Alpes (CCAURA) se sont engagés avec 20 partenaires, universités, hautes écoles spécialisées, collectivités publiques, centres d'expertise, fondations et associations, pour proposer depuis 2017 une nouvelle formation, intitulée « Projets urbains et pouvoir d'agir ». Cette formation continue, ouverte aux professionnel-le-s de toutes provenances est transfrontalière, interprofessionnelle et interdisciplinaire. Étant donné son caractère pionnier, elle est soutenue par une plateforme de formation transfrontalière urbaine (PFTU), projet interreg, visant à la développer et la consolider. En novembre prochain démarrera sa deuxième édition basée sur une pédagogie par projet et l'immersion dans le terrain.

Inverser les logiques, changer de paradigme, demande pour l'avenir que ces initiatives locales soient reprises par des plateformes d'échanges et d'évaluation à une échelle régionale et internationale dans une perspective de générer et essaimer de bonnes pratiques représentant des modèles alternatifs au syndrome de la « Tour de Babel » et à un monde de ségrégations et d'incertitude.

**Pistes de lectures**


- François ASCHER, Métapolis ou l'avenir des villes, Odile Jacob, Paris, 1995
- Bernard JOUVE, L'agglomération franco genevoise : entre crise de voisinage et reconfiguration territoriale. In : Espace géographique, tome 25, n°1, 1996. pp.65-75
- Charles Beer, Ce que cache le Grand Genève, Favre, Lausanne, 2013
- Genève, projet pour une métropole transfrontalière, Groupe Genève 500 mètres de ville en plus, l'Age d'Homme, Lausanne, 2013
- Précarité dans l'espace transfrontalier genevois, publié par Observatoire statistique transfrontalier et le comité régional franco genevois, 2013
- Charte d'engagement du projet de territoire du Grand Genève 2016-2030. Disponible en ligne
  Voir aussi la formation CAS Projets urbains et pouvoir d'agir